

vaie passe ou que nous devons nous serrer la ceinture, n'est pas une raison pour prétendre qu'il faut mettre à contribution les programmes sociaux ou les Canadiens qui en bénéficient.

L'idée maîtresse que j'ai retirée de la lecture de ces deux discours du ministre, et je les ai lus intégralement, c'est qu'au lieu de songer à restreindre nos dépenses dans le domaine social, il fallait les accroître. Dans le discours qu'elle a prononcé à l'Association libérale fédérale de Sherbrooke, le ministre a insisté sur ce point au déclarant que non seulement nous pouvons nous payer le luxe d'avoir davantage d'égalité mais que nous devons nous assigner ce but.

● (1652)

J'affirme aujourd'hui que je suis pleinement d'accord avec ce qu'a dit notre nouveau ministre de la Santé nationale et du Bien-être. Je ne suis pas de l'avis de ceux qui soutiennent que l'on devrait reconsidérer le principe de l'universalité de certains de nos programmes, et d'effectuer des coupes sombres dans les crédits affectés aux pensions de retraite pour les personnes âgées, aux allocations familiales ou aux programmes de soins médicaux assurés. Bien au contraire, je partage le sentiment de fierté qui anime le ministre lorsqu'elle parle de ces programmes, mis au point au cours des dernières décennies comme étant parmi les meilleurs que nous ayons aujourd'hui au Canada.

Soit pour plaisanter soit pour d'autres raisons, le premier ministre a fait allusion à mon collègue, le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) et à moi-même comme étant des reliques de la dépression, mais il ne peut certainement pas dire la même chose du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social car elle est beaucoup trop jeune pour se rappeler de la dépression. Ce qu'elle en sait elle l'a appris en lisant les livres d'histoire. Elle estime comme toute personne vivant à notre époque que notre société pour se dire civilisée doit continuer à se préoccuper du sort de tous les citoyens, riches ou pauvres.

Je voudrais maintenant dire quelques mots du discours que le ministre a prononcé à Sherbrooke et à Québec le 13 mars dernier. Elle a commencé en déclarant très ouvertement que depuis un certain temps il semble se dessiner une tendance vers la droite. Elle a signalé que certains partis socio-démocrates ont perdu le pouvoir dans des pays européens, et que le Nouveau parti démocratique avait en deux ans perdu le pouvoir dans deux provinces de l'Ouest. Je le répète, son discours portait sur la tendance réactionnaire qui se dessine et avec laquelle nous devons compter. Elle a poursuivi en déclarant ceci:

Mais il y a un danger dans tout ceci également—un danger dont je dois être consciente en tant que ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et dont nous devrions être tous conscients en tant qu'être humains civilisés.

Ce qu'elle veut dire par là c'est que le danger dont nous devons être conscients est le mouvement vers la droite, en particulier lorsque cette tendance commence à s'en prendre aux programmes sociaux. Elle a poursuivi ainsi:

Ce danger est que pris dans ce mouvement actuel de balancier politique, nous risquons de négliger les besoins de millions de Canadiens moins fortunés que nous. Il est après tout très facile de se désintéresser du sort des pauvres, de rester indifférent aux épreuves d'une mère abandonnée avec ses trois ou quatre enfants et qui n'a d'autres ressources que le bien-être social ou de celui d'un jeune aveugle ou de celui d'un célibataire de 55 ans, rendu invalide à la suite d'un

### Budget—M. S. Knowles

accident ou d'une maladie, incapable de travailler mais pas encore assez âgé pour percevoir une pension de vieillesse. Il est très commode de tourner le dos à près de 600,000 familles canadiennes qui vivent dans la pauvreté, même si elles travaillent et souvent très dur.

J'insiste sur la phrase suivante:

Si nous leur tournons le dos, nous ne pouvons vraiment plus prétendre que notre société croit en la justice sociale et en la dignité humaine.

Ensuite elle poursuit son discours en cherchant à dissiper les mythes de nos politiques sociales actuelles, et elle parle d'un de ceux-ci en particulier dans ces mots:

Un des autres mythes que chérissent les Canadiens—c'est le quatrième de ma liste—c'est que la distribution du revenu au Canada est déjà trop égale et qu'elle supprime l'incitation au travail.

Je ne cite nullement des propos, monsieur l'Orateur, que le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles ou moi-même aurions prononcés dans les années 30. Je cite les paroles d'un discours prononcé cette année par l'actuel ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je poursuis:

Pour croire vraiment à cela, il faut être aveugle à la réalité. Voyez plutôt les chiffres. En 1977, 20 p. 100 des familles canadiennes les plus pauvres ont reçu moins de 6 p. 100 du revenu familial canadien total alors que 20 p. 100 des familles canadiennes les plus riches ont reçu 40 p. 100 du revenu global. Ces chiffres sont malheureusement très constants. La part de revenu qui revient à nos familles canadiennes pauvres a à peine changé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Elle augmente un peu, lorsque l'économie est prospère, et baisse lorsqu'elle fléchit, ce qui montre que les Canadiens les mieux nantis, quelles que soient leurs bonnes intentions, ont l'habitude de faire payer les frais de la récession aux pauvres mais qu'en général, ces 30 dernières années, la redistribution du revenu est restée la même.

Il ne s'agit pas d'un extrait de discours du temps de la dépression ou d'une attaque politique faite par quelque orateur plébécien au coin d'une rue mais bien d'un discours du ministre actuel, où elle tire les conclusions de son étude sur les problèmes qui se posent à de nombreux Canadiens. Ce que j'espère, c'est que tous les députés du parti libéral présents à la Chambre, et en particulier les membres du cabinet, liront son discours.

Il reste quelques lignes du discours de Sherbrooke que j'aimerais encore citer:

Cela veut dire que les familles canadiennes pauvres doivent se débrouiller avec en moyenne un-septième du revenu des familles situées dans la tranche supérieure correspondant au cinquième de la population. Vous...

Je pense que ce «vous» s'adressait aux libéraux qui étaient dans l'assistance lorsqu'elle a prononcé ce discours à Sherbrooke.

Vous êtes probablement tous dans ce cinquième au haut de l'échelle. Divisez votre revenu familial par sept et essayez d'imaginer ce que ce serait que de vivre de ce septième.

Elle poursuit et cite d'autres statistiques hautement spécialisées et techniques, mais qui montrent qu'au Canada et aux États-Unis les choses sont deux fois pires que dans celui des pays qui vient après eux, l'Angleterre, et bien pire qu'en Allemagne, en Norvège, au Danemark ou en Suède. Elle parle de la répartition de notre revenu et de la richesse des riches et de la pauvreté des pauvres. Elle dit ensuite:

Pourtant, nous consentons allègrement à punir les pauvres tout en nous réfugiant dans le mythe que nous n'avons pas les moyens d'offrir plus d'égalité.

C'est toujours le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui parle, et j'insiste sur les propos suivants et ceux qui suivent. Elle dit: